

Unité départementale Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

Rouen, le 17/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/01/2023

Contexte et constats

Publié sur



LAFARGE GRANULATS

Lieu-dit "La Prairie du Rouage"
76480 Anneville-Ambourville

Références : UDRD-2023-02-102-NA/BrJ
Code AIOT : 0005800126

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2023 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté Lieu-dit "La Prairie du Rouage" 76480 Anneville-Ambourville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite intervient dans le cadre de la gestion de la Jussie, espèce envahissante, présente sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS
- Lieu-dit La Prairie du Rouage 76480 Anneville-Ambourville
- Code AIOT : 0005800126
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

LAFARGE exploite une carrière de sables et de graviers alluvionnaires situées sur la commune d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE, aux lieux-dits « Prairie du Rouage », « Prairie du Brésil », « Le Manoir Brésil », « Le Marais Brésil », « Ferme du Manoir Brésil », « Le Chêne Bénard », « La Grève » et « Route de Bourg-Achard », autorisée par arrêté préfectoral du 4 octobre 2021 pour une durée de 25 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion de la Jussie, plante amphibie et envahissante, présente sur le site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Eradication des espèces exotiques et envahissantes	Arrêté Préfectoral du 04/10/2021, article 8.5.2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Modifications	Arrêté Préfectoral du 04/10/2021, article 1.6	/	Sans objet
3	Caducité de l'arrêté d'autorisation	Code de l'environnement du 30/01/2023, article R512-74	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La Jussie est présente sur le site sur environ 7 500m² selon les derniers diagnostics et sa prolifération nécessite d'être freinée à défaut de pouvoir être éradiquée. Dans ce contexte, l'exploitant doit mener une réflexion quant aux moyens de gestion de celle-ci à un coût techniquement et économiquement acceptable. Il remettra à l'inspection les résultats de sa réflexion sous 2 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eradication des espèces exotiques et envahissantes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2021, article 8.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, lutte contre la prolifération de la Jussie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un plan de lutte accompagné d'un plan de veille sur les espèces les plus fréquemment rencontrées (dont [...] la Jussie rampante,...) afin d'éviter la propagation des espèces exotiques envahissantes sur le périmètre rapproché.</p> <p>Il permet de surveiller le développement et l'apparition d'espèces invasives sur le périmètre rapproché et de mettre en place un programme de lutte ou de régulation des populations le cas échéant.</p> <p>Cette mesure, mise en œuvre dès la phase travaux (au niveau des différents foyers localisés à minima sur la carte annexée aux présentes prescriptions [cf. Annexe 6], est réalisée par le personnel chargé de l'entretien des milieux, compétent à l'identification des espèces invasives présentes sur le site et aux espèces les plus fréquemment rencontrées ainsi qu'à leurs méthodes d'éradication et de régulation.</p> <p>Ainsi lorsqu'une espèce invasive est observée par le personnel du site, elle est immédiatement signalée et arrachée afin de limiter son expansion. Les résidus d'arrachage ne sont pas stockés sur place et sont préférentiellement brûlés in situ sur tôle (en dehors des zones humides) pour éviter toute prolifération.</p>

Constats :

Pour éléments de contexte, il est à rappeler que la Jussie, plante amphibie et invasive est présente sur le site sur environ 7 500 m². L'arrêté préfectoral du 04/10/2021 autorisant l'exploitation de la carrière, demande à l'exploitant l'éradication de la Jussie sur son site. Selon l'exploitant, le coût d'éradication est important et se cumule à d'autres facteurs (coûts d'exploitation avec des mesures ERC onéreuses [quai à rallonger au delà des berges sur pilotis, création d'une zone humide de 4,5 ha, etc.], coûts de l'énergie, ...) susceptible de mettre en péril « économiquement » le projet. C'est dans ce cadre que l'exploitation de la carrière a été suspendue.

L'exploitant indique avoir sollicité plusieurs prestataires mais ne dispose à ce jour que d'une seule offre pour un montant de 170 k€/an et nécessitant la validation préalable par la DREAL d'un protocole de mise en œuvre (arrachage manuel et/ou mécanique de la Jussie, creusement fossés pour enfouissement et rebouchage). Une intervention d'une brigade du conservatoire des espaces Naturels de Normandie engendrerait des coûts comparables.

Le conservatoire rappelle que le cadre réglementaire prévoit le traitement obligatoire de la Jussie (AM 14/2/2018- L 411-6 du code environnement) qui est une espèce prioritaire concernée par l'interdiction d'introduction, de détention, de transport, d'utilisation, d'échange, etc.

Considérant unanimement que l'éradication de la Jussie à 100 % apparaît illusoire, il convient de déterminer les moyens de freiner sa prolifération en calibrant la lutte contre celle-ci là où l'exploitation de la carrière concourt à son développement.

Ainsi, 2 options ont été évoquées à l'occasion de l'inspection, que l'exploitant étudiera de manière plus approfondie, avec possiblement un ajustement des mesures ERC initialement prévues dans le dossier de demande:

Option 1 :

- gestion des fronts d'expansion, zone à l'Est (pieds de Jussie) + les herbiers aquatiques partout (y compris à l'Ouest dans la partie récolée de la carrière et au niveau des digues) pour limiter sa dissémination et son contrôle ;
- garantir la pérennité de la mesure dans le temps avec un suivi régulier pour vérifier si nouveaux foyers émergent ;
- traitement des berges, sachant que le traitement mécanique est dommageable pour la biodiversité (perte banque de graines) ;
- caractéristiques du ponton possiblement à redéfinir, compte tenu de la présence de Jussie sur les berges accompagné d'un chiffrage économique ;
- maintien de la mesure compensatoire relative à la zone humide de 4,5 ha car elle compense 3 autres zones détruites ou impactées par le projet.

Option 2 (pour éviter la zone Ouest – déjà récolée) :

- modification des modalités d'exploitation avec abandon des activités en zone Ouest, l'exploitant exploiterait et sortirait les matériaux uniquement côté Est au moyen d'une pelle sur ponton ;
- plus d'usage du ponton initialement envisagé motivant ainsi son abandon ;
- stockage tampon des matériaux sur la plateforme Redland, avec une attention sur la conservation ou la compensation d'une zone humide à proximité ;
- acheminement en camions vers le centre de traitement par la route avec évaluation de l'impact routier (selon Lafarge, ce trafic est compensé par l'arrêt du trafic lié au fonctionnement de la plateforme de traitement). L'évacuation des matériaux se ferait vers le quai de chargement de Lafarge en Seine (rue Christine) ;
- redimensionnement des compensations selon les nouveaux impacts identifiés avec des zones humides à créer, notamment à l'Est. La mesure de compensation doit être faite avant la destruction, l'attention de l'exploitant est appelée sur le phasage de celle-ci ;
- modélisation acoustique à refaire due au trafic routier à l'Est non prévu dans le projet initial.

Demande n° 1 :

L'exploitant doit soumettre les arguments objectifs (économiques, techniques, etc.) pour justifier que la prescription de l'AP n'est pas applicable. Il présentera à l'inspection les résultats des réflexions relativement aux 2 options précitées ou toute autre option sous un délai de 2 mois et se positionnera quant au caractère substantiel ou non des modifications du projet qu'il envisagerait.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2021, article 1.6
Thème(s) : Situation administrative, Modifications du projet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 1.6.1. Porter-à-connaissance Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. Article 1.6.2. Mise à jour des études d'impact et de dangers Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.
Constats : En fonction des options de gestion de la non-prolifération de la Jussie, l'exploitant devra engager les procédures idoines pour solliciter les autorisations nécessaires préalables à toute modification de son projet. Si la modification du projet d'exploitation n'est pas substantielle, alors un dossier de porter à connaissance pourra être adressé au préfet. En revanche, si la modification du projet d'exploitation est jugée substantielle induisant un changement significatif des impacts et dangers connus du projet initial, alors un dossier complet avec évaluation environnementale pourrait être demandé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Caducité de l'arrêté d'autorisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/01/2023, article R512-74
Thème(s) : Situation administrative, caducité de l'arrêté d'autorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-L'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans. [...] II.-Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.
Constats : Lafarge tient à préciser que l'exploitation de la nouvelle phase de la carrière régie par les dispositions de l'AP du 04/10/2021 n'a pas démarré sur le secteur. Lafarge finit la commercialisation des matériaux présents pour déclarer une interruption des activités d'extraction et de traitement, le temps de trouver des solutions concernant la gestion de la Jussie. L'inspection rappelle à l'exploitant que l'arrêté cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet